












CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition, livraison et mise en service de 2 appareils de
chromatographie en phase liquide à haute performance
(HPLC)**

Université Savoie Mont Blanc
27 Rue Marcoz
BP 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition, livraison et mise en service de 2 appareils de chromatographie en phase liquide à haute performance (HPLC)
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance.....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants.....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
10 - Développement durable	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 – Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification.....	9
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
15 - Assurances	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
17 - Règlement des litiges et langues	11
18 - Clauses techniques particulières	11
19 - Dérogations.....	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Acquisition, livraison et mise en service de 2 appareils de chromatographie en phase liquide à haute performance (HPLC)

Lieu(x) d'exécution :

UFR Sciences et Montagnes

Service Appui Technique à la Pédagogie (SATP)

Bâtiment 8D – Iseran

Avenue du Lac d'Annecy

73376 Le Bourget du Lac

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Détection UV
02	Détection à Barette de Diodes (DAD)

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée du contrat débutera à la notification du contrat et prendra fin à l'issue du délai de garantie. L'exécution des prestations débutera à compter de la date de notification du contrat.

Lot 1 : Au titre de la PSE 3, la durée de la garantie pourra être étendue à 5 ans.

Lot 2 : Au titre de la PSE 1, la durée de la garantie pourra être étendue à 5 ans.

Les délais d'exécution sont spécifiés à l'acte d'engagement.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19730858800015
- Code service : L'Université n'a pas de code service
- Numéro d'engagement juridique : : numéro à 10 chiffres commençant par 4500 qui figure en haut à droite du bon de commande

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse et conditions de livraison :

La livraison se fera au lieu d'utilisation, à savoir :

UFR Sciences et Montagnes
Service Appui Technique à la Pédagogie (SATP)
Bâtiment 8D – Iseran
Avenue du Lac d'Annecy
73376 Le Bourget du Lac

Prendre contact au préalable avec Madame Martine Le Floch par téléphone au 04 79 75 81 01 par mail : martine.le-floch@univ-smb.fr

Contraintes de livraison :

Etage : Rez-de-Chaussée salle 8D11
73370 LE BOURGET DU LAC

Le bâtiment est accessible par voie goudronnée, avec stationnement possible au pied du bâtiment.

La livraison englobe :

- l'installation du matériel
- la mise en service
- la remise de la documentation technique, des plans, du mode d'emploi de l'appareil et du logiciel et des prescriptions d'entretien associés à l'équipement.

Le fournisseur précisera le délai de livraison de l'équipement dans l'acte d'engagement. Le délai maximum de livraison est de 3 mois à compter de la notification du marché.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les appareils. L'offre de formation portera sur des séances de démonstration concernant le fonctionnement de toutes les configurations possibles de travail, les logiciels (préparation et réalisation du travail) et la maintenance courante.

La formation durera 1 à 2 jours et concernera 10 personnes au maximum, dans les locaux du bâtiment 8D – Iseran.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la

circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Vérifications

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications sommaires sur la qualité de l'emballage seront effectuées au moment même de la livraison par un agent de l'université.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCSD, les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées en présence du titulaire et d'un agent de l'université le jour de la mise en service.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations feront l'objet d'une garantie de base de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Garantie de base de 2 an minimum avec possibilité d'extension jusqu'à 5 ans selon la PSE retenue.

Les délais d'interventions et de réparations au titre de la garantie sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les éléments couverts a minima par la garantie sont les suivants : injecteur, pompe, détecteur, four, passeur. Le titulaire précisera dans son offre les éléments compris dans la garantie et ceux qui en sont exclus.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\ 000$$

Dans :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses techniques particulières

Les équipements devront être neufs impérativement et intégralement. Le matériel d'occasion et le matériel reconditionné ne seront pas acceptés.

Les spécifications techniques exigées sont définies ci-après :

Lot 1 : Détection UV

- Logiciel complet : Interface intuitive et conviviale pour l'enseignement, comprenant le pilotage, le réglage ainsi que la récupération et le traitement des données
- Mode gradient : Fonctionnalité permettant un contrôle précis des mélanges de solvants
- Dégazeur : Elimination des gaz de la phase mobile
- Options supplémentaires :
 - ✓ Four pour la colonne pouvant atteindre 40 °C (optionnel au titre de la PSE 2)
 - ✓ Passeur d'échantillon compatible avec la seconde HPLC (optionnel au titre de la PSE 1I)
- Protocole de diagnostic des pannes : Fournir des outils pour diagnostiquer et résoudre les problèmes techniques

Lot 2 : Détection à Barette de Diodes (DAD)

- Logiciel complet : Interface intuitive et conviviale pour l'enseignement, comprenant le pilotage, le réglage, ainsi que la récupération et le traitement des données.
- Mode gradient : Fonctionnalité permettant un contrôle précis des mélanges de solvants.
- Dégazeur : Elimination des gaz de la phase mobile
- Four pour la colonne pouvant atteindre 40 °C
- Passeur d'échantillon compatible avec la première HPLC.
- Protocole de diagnostic des pannes : Fournir des outils pour diagnostiquer et résoudre les problèmes techniques.

EXIGENCES COMMUNES AUX DEUX LOTS :

- Compatibilité des passeurs d'échantillon : Les deux appareils doivent permettre l'échange et l'utilisation d'un passeur d'échantillon commun.
- Formation : Une formation utilisateur devra être incluse, portant sur le fonctionnement de toutes les configurations possibles de travail, les logiciels (préparation et réalisation du travail) et la maintenance courante.
- En cas de dysfonctionnement : Les modalités et les temps de prise en charge de la demande d'intervention hot line SAV seront décrites dans l'offre du candidat.

MODALITE D'ANALYSE DES HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) :

- Travail en mode isocratique et gradient
- Pression comprise entre 150 et 300 bar
- Débit : 1.1 à 1.3 mL/mn
- Volume injecté : 10 à 20 µL
- Mode gradient 70-30% à 100% acétonitrile

19 - Dérogations

- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services